



Ville de Vernon
EN NORMANDIE

Direction de l'aménagement Urbain

Voirie et réseaux

Place Barette - BP 903 - 27207 Vernon cedex

Tél : 0800027200

Dossier suivi par : Garnier Laurent

Email : ctm@vernon27.fr

Arrêté n° 0373/2022
FOIRE A TOUT DE BIZY -
le 19 juin 2022

Le Maire de la Commune de VERNON,

Vu l'article L2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles R 417-11§ II 5ème et 10ème et IV et V, R 411-25§III du Code de la Route,
Vu le règlement de voirie communale,
Vu le procès-verbal d'élection du Maire et des adjoints en date du 23 mai 2020,
Vu l'arrêté n°065/2021 du 2 février 2021 portant délégation de fonctions à Johan AUVRAY.

Considérant la demande de l'A.S.A.B. sise 7, rue d'York à Vernon (27200) tendant à organiser une foire à tout dans le square de Glatigny.

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent,
Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,

ARRETE

Article 1 : l'association est autorisée à occuper le square de Glatigny pour organiser une foire à tout le dimanche 19 juin 2022.

L'ASAB est autorisée à utiliser les toilettes de l'école élémentaire Maxime Marchand.
Elle s'engage à nettoyer les lieux et les rendre dans l'état de propreté où elle les a trouvés.

Article 2 : la signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par les services municipaux et l'organisateur de la manifestation.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Monsieur le Commandant de Police et tous agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vernon, le 13 mai 2022



Conformément au code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication. Dans ce même délai, il peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à son auteur ; cette démarche prolonge alors le délai de recours contentieux qui peut ensuite être introduit auprès du Tribunal Administratif dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).